



HAL
open science

Bourdieu était-il un penseur libertaire? Programme pour une histoire politique de l'œuvre du sociologue

Maxime Quijoux

► **To cite this version:**

Maxime Quijoux. Bourdieu était-il un penseur libertaire? Programme pour une histoire politique de l'œuvre du sociologue. *Zilsel: science, technique, société*, 2022, 11, pp.207-222. 10.3917/zil.011.0207. halshs-03896098v2

HAL Id: halshs-03896098

<https://shs.hal.science/halshs-03896098v2>

Submitted on 9 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bourdieu était-il un penseur libertaire ?

Programme pour une histoire politique de l'œuvre du sociologue

Maxime Quijoux¹

« Il y a plus d'invention politique dans une institution comme "SOS Grands-mères" que dans deux ans de travail d'une commission du Plan ou dans 20 rapports de Monsieur X ou Monsieur Y, sans parler des congrès d'apparatchiks. »

Pierre Bourdieu².

Le 12 décembre 1995, à l'issue d'une manifestation parisienne opposée à un projet de réforme sur les retraites et la sécurité sociale, Pierre Bourdieu est invité à prendre la parole auprès de cheminots réunis dans un local près de la gare de Lyon. Lors de cette intervention en soutien aux grévistes qui, depuis trois semaines, bloquent le pays, Bourdieu s'en prend à « *la noblesse d'État [qui] a fait du bien public un bien privé, de la chose publique, de la République, sa chose* » et dont l'action conduit à « *la destruction d'une civilisation, associée à l'existence du service public, celle de l'égalité républicaine des droits, droits à l'éducation, à la santé, à la culture, à la recherche, à l'art, et, par-dessus tout, au travail.* »³

Au moment où il prononce ces mots, Pierre Bourdieu est sans doute l'un des intellectuels français les plus respectés au niveau national et international. Professeur au Collège de France et tout juste médaillé d'or du CNRS, auteur mondialement cité, le sociologue incarne la consécration d'une science qui a longtemps souffert de procès en illégitimité. Pour certains, ce discours marque une entrée en politique et constitue, en ce sens, une dangereuse voie de traverse : son engagement l'éloignerait de la « neutralité axiologique », censée garantir rigueur et respectabilité de toute entreprise scientifique. Il est vrai que le chercheur consacre dès lors une énergie considérable à la construction d'un mouvement social européen, réunissant syndicalistes, militants associatifs, savants et artistes, et ce jusqu'à sa disparition en janvier 2002⁴. Mais on sait désormais de longue date à quel point faire du mouvement de 1995 l'étape liminaire de l'engagement de Pierre Bourdieu constitue au mieux un malheureux réductionnisme⁵, au pire le révélateur d'un positionnement partisan contre le sociologue et sa sociologie⁶. Si la carrière militante de Bourdieu est faite d'intermittence, son engagement n'en demeure pas moins ancien et déter-

1 LISE, CNAM, mquijoux@gmail.com.

2 Pierre Bourdieu, *Interventions*, Marseille, Agone, 2002, p. 198

3 Pierre Bourdieu, « contre la destruction d'une civilisation », *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p. 30.

4 Julien Duval observe ainsi que Bourdieu ne signe qu'une dizaine de pétitions entre 1980 et 1995 contre une cinquantaine par la suite. Voir Gisèle Sapio (dir.), *Dictionnaire international de Bourdieu*, Paris, Éditions CNRS, 2020, p. 378.

5 Pierre Bourdieu, *Interventions*, op.cit.

6 Le meilleur exemple ici est probablement le cas de Nathalie Heinich, *Pourquoi Bourdieu*, Paris, Gallimard, 2007.

mine même sa conversion au métier de sociologue. Comme le montre Amín Pérez sur son époque algérienne, la sociologie est destinée à servir empiriquement la cause anticolonialiste et l'émancipation sociale du peuple algérien⁷.

À l'image de ce récent travail, l'ouverture des archives du sociologue devrait progressivement éclairer son action politique. En l'espèce, notre connaissance se limite à ses « interventions » compilées dans certains ouvrages parus à la fin de sa vie, puis dans un ouvrage posthume⁸. Derrière la mention d'« intellectuel engagé » – qu'il rejetait –, on en sait finalement peu sur ses inclinations idéologiques, conduisant d'ailleurs à quelques méprises malheureuses⁹. De quels courants politiques Pierre Bourdieu était-il proche ? Est-il possible d'identifier dans son œuvre des réflexions qui le situeraient dans le débat d'idées sur le pouvoir et la société ?

Cet article entend apporter ici quelques éléments d'éclairage. S'il s'inscrit dans le cadre d'une enquête menée en pointillé depuis 2018 sur les dimensions politiques de l'œuvre du sociologue¹⁰, il s'appuie avant tout sur une relecture analytique de l'œuvre de Bourdieu. À cet égard, il constitue moins une contribution historique qu'un « essai scientifique » au sens où le conçoit Marc Joly¹¹. L'objectif est de contribuer à un programme de recherche sur les positionnements idéologiques des autrices et auteurs de sciences sociales et leurs effets dans le domaine politique. Il s'agit alors non seulement de mieux connaître l'histoire de nos disciplines, mais aussi d'examiner les tensions et les apports des engagements scientifiques au débat public, battant en brèche une certaine idée du sens commun d'une science dépolitisée et extérieure au monde social. En l'occurrence, cet article souhaite développer une thèse esquissée ailleurs par Franck Poupeau faisant de Pierre Bourdieu « *le porteur d'une critique libertaire* »¹². En examinant respectivement l'analyse qu'il fait de l'État, de la politique et de l'autonomie, je montrerai ici que son œuvre révèle un attachement ancien et profond à des principes autogestionnaires du fonctionnement de la vie politique¹³.

L'État, source de dominations

L'État constitue sans doute l'un des points de clivage les plus forts opposant marxistes et libertaires. Pour ces derniers, point de salut dans ce qu'ils considèrent irrémédiablement comme un instrument de domination au service des classes dominantes¹⁴. Cette vision n'est pas sans rappeler les analyses que

7 Amín Pérez, *Combattre en sociologues. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie, 1958-1964)*, Marseille, Agone, 2022.

8 Pierre Bourdieu Pierre, *Interventions*, op.cit.

9 Maxime Quijoux, « Bourdieu est-il soluble dans le marxisme ? », *La vie des idées*, 30 septembre 2019, <https://laviedesidees.fr/Bourdieu-est-il-soluble-dans-le-marxisme.html>.

10 Dans le cadre d'une recherche sur Bourdieu et les mouvements sociaux, une dizaine d'entretiens pour le moment a été menée et des archives personnelles de Frédéric Lebaron ont été partiellement numérisées.

11 Marc Joly, *La sociologie réflexive de Pierre Bourdieu*, Paris, CNRS Éditions, 2022.

12 Franck Poupeau, « Lire Sur l'État de Bourdieu : aperçus libertaires », Notes issues du séminaire ETAPE du 31 mars 2017, en ligne, <http://www.grand-angle-libertaire.net/lire-sur-letat-de-bourdieu-aperçus-libertaires>.

13 Principes qu'on retrouve que façon transversale parmi les principaux auteurs anarchistes. Voir Daniel Guérin, *Ni Dieu ni maître, Anthologie de l'anarchisme*, Paris, La Découverte, 2020.

14 Bakounine déclare ainsi qu'« *un corps scientifique auquel on aurait confié le gouvernement de la société finirait bientôt par ne plus s'occuper du tout de science, mais d'une tout autre affaire : et cette affaire, l'affaire de tous les pouvoirs établis, serait de s'éterniser en rendant la société confiée à ses soins toujours plus stupides et par*

Bourdieu a produites à l'égard de la principale institution des sociétés contemporaines, notamment française. Bien que l'État comme objet d'étude spécifique apparaisse assez tardivement dans son œuvre¹⁵, la critique qu'il fait du système scolaire français au début des années 1960 s'en rapproche déjà fortement. Dans une société dominée par un idéal méritocratique, l'école transforme le privilège de classe en « don », permettant ainsi au « racisme de classe » de « s'afficher sans jamais s'apparaître »¹⁶. Mais elle s'emploie surtout à « inculquer aux destinataires légitimes l'arbitraire culturel qu'[elle] a mandat de reproduire »¹⁷, au point d'instituer « une relation d'ordre définitive, [...] une noblesse »¹⁸. L'éclairage qu'il opère, de concert avec Passeron, sur le poids du capital culturel dans la réussite scolaire, n'est donc rien sans la complicité de l'école, et à travers elle de l'État, dans la reproduction des inégalités. Autrement dit, présentant l'école comme une institution « conservatrice »¹⁹, portée par une « idéologie jacobine »²⁰, Bourdieu se situe clairement du côté des penseurs d'humeur anti-institutionnelle liées à mai 1968²¹. L'école alors ne se contente pas de légitimer les divisions sociales. Quelques années plus tard, Bourdieu montre qu'elle participe aussi à imposer et naturaliser les catégories produites par l'État, au point de rendre quasiment inintelligible « [s]a vérité la plus fondamentale »²². Pour l'illustrer, Bourdieu reprend les mots de l'écrivain autrichien Thomas Bernhard : « l'école est l'école de l'État, où l'on fait des jeunes gens des créatures de l'État, c'est-à-dire rien d'autre que des suppôts de l'État. [...] L'État m'a fait entrer en lui de force [...] et a fait de moi un homme étatisé, un homme réglementé et enregistré et dressé et diplômé, et perverti et déprimé, comme tous les autres. »²³ Si Bourdieu se garde de souscrire terme à terme à ce propos en soulignant son caractère excessif, il en fait toutefois une ligne directrice de son analyse de la genèse et du champ bureaucratique. Pour lui, l'État « s'incarne à la fois [...] dans les cerveaux, sous forme de structures mentales, de catégories de perception et de pensée » parvenant à faire oublier « qu'[il] est issu d'une longue série d'actes d'institution » et à « se présenter [...] avec toutes les apparences du naturel. »²⁴ L'État est partout, tout le temps, en particulier par les marqueurs temporels qu'il impose en permanence par les calendriers par exemple ou l'usage de l'heure²⁵. Cette puissance est le produit d'un long processus historique conduisant à la « concentration

conséquent plus nécessaire de son gouvernement et de sa direction. » Mikhaïl Bakounine, *Dieu et l'État*, Paris, Mille et une nuits, p. 34.

15 Patrick Champagne, Rémi Lenoir, Franck Poupeau et Marie-Christine Rivière, « Situation du cours sur l'État dans l'œuvre de Pierre Bourdieu », in Pierre Bourdieu, *Sur l'État*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, 2012, p. 594-601.

16 Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers*, Paris, Minuit, 1964, p. 107.

17 Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction*, Paris, Minuit, 1970, p. 48.

18 Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994, p. 41-42.

19 Pierre Bourdieu, « L'école conservatrice. Les inégalités devant l'école et devant la culture », *Revue française de sociologie*, vol. 7, n° 3, 1966, p. 325-347.

20 Pierre Bourdieu, *Interventions*, op. cit., p. 54-61.

21 *Ibid.*, p. 73-77.

22 Pierre Bourdieu, « Esprits d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 96-97, 1993, p. 49.

23 *Ibid.*

24 Pierre Bourdieu, « Esprits d'État », Art. cit., p. 49-62

25 Pierre Bourdieu, *Sur l'État*, op. cit.

des différentes espèces de capital, [...] concentration qui, en tant que telle, constitue l'État en détenteur d'une sorte de méta-capital, donnant pouvoir sur les autres espèces de capital et sur leurs détenteurs. »²⁶

Ce « *méta-champ* » est en effet, selon Bourdieu, au service d'une « *noblesse d'État* » dont le tour de force est d'avoir réussi à rendre universels ses intérêts particuliers, en les dissimulant sous les vertus de la vocation désintéressée²⁷. C'est probablement ici que la critique contre l'État se fait à la fois la plus sociologique et la plus politique : à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, Bourdieu met en lumière la manière dont l'État assure la perpétuation du pouvoir aux classes dominantes : soigneusement sélectionnée, préparée et socialisée par l'institution scolaire afin de produire un « *esprit de corps* », ces élites, bien que composites, parviennent à un niveau de pouvoir inédit, d'autant plus fort qu'il est dissimulé et naturalisé :

« La grande bourgeoisie, cet ensemble de lignées, presque toutes parisiennes, de banquiers, d'industriels, de grands patrons d'État et de grands bourgeois de robe, entre lesquels se redistribuent l'ensemble des positions de pouvoir économique et politique, au gré des "vocations" et des cooptations, avec des discontinuités apparentes dans la chaîne mécanique des successions – le fils du banquier pouvant devenir professeur à la faculté de droit, tandis que le fils du professeur de médecine peut devenir patron d'État – tend à exercer dans tous les domaines de la pratique un pouvoir équivalent au pouvoir sur le capital économique que lui assure sa capacité de mobiliser le capital financier. L'interpénétration du secteur public et du secteur privé, la coexistence du mode de reproduction familial d'un mode de reproduction à composante scolaire corrigé par le jeu de la cooptation [...], tout cela fait de la combinaison historique ainsi réalisée une forme hautement euphémisée et sublimée de pouvoir, que les dénonciations ordinaires laissent intouchée, faute de mettre en question les fondements de la croyance qui lui est accordée. »²⁸

À partir des années 1990, Bourdieu opère un changement plus ou moins fort dans le portrait qu'il dresse de l'État. Sans fléchir sur la description qu'il en fait comme producteur d'une élite aux propriétés oligarchiques, un ensemble d'événements politiques tendent à intégrer dans son analyse d'autres dimensions de l'action de ce méta-champ. Dans un contexte d'effondrement du bloc soviétique et de renouveau croissant des forces socialistes face aux logiques du marché, le « *doute radical* » nécessaire à l'examen du champ bureaucratique le conduit à mettre au jour l'existence d'une « *petite* » noblesse de l'État – composée d'enseignants, d'infirmières, de travailleurs sociaux, *etc.* – qui s'efforce de faire vivre sa « *main gauche* » en assurant les services publics²⁹. Certains voient dans cette défense de l'État la présence d'un attachement ancien à des principes républicains, faisant de Bourdieu un penseur de la « *social-démocratie* »³⁰. C'est peut-être faire un peu vite l'économie des attaques que Bourdieu transpose de l'État national à la construction d'un État supranational qui s'échafaude alors à la même époque. Si, comme nous le verrons par la suite, Bourdieu est un européeniste convaincu, on observe un déplacement évident de la critique de l'existence d'une noblesse d'État franco-française vers celle d'élites technocratiques financières internationalisées. Réduits désormais à la « *fonction d'écrans qui empêchent les citoyens, voire les dirigeants eux-mêmes, d'apercevoir leur dépossession et de découvrir les lieux et les*

26 Pierre Bourdieu, « Esprits d'État », Art. cit., p. 53.

27 Pierre Bourdieu, *L'intérêt au désintéressement, cours au collège de France (1987-1989)*, Paris, Raisons d'agir/Seuil, 2022.

28 Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État*, Paris, Minuit, 1989, p. 480-481.

29 Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, op. cit.

30 Jean-Louis Fabiani, *Pierre Bourdieu. Un structuralisme héroïque*, Paris, Seuil, 2016.

enjeux d'une vraie politique »³¹, les États ne sont plus désormais des lieux de pouvoir, dépassés désormais par

« une banque centrale affranchie de tout contrôle démocratique, un ensemble de comités de fonctionnaires non-élus qui travaillent dans le secret et qui tranchent de tout sous la pression des lobbies internationaux et en dehors de tout contrôle démocratique et bureaucratique, une Commission qui, concentrant d'immenses pouvoirs, n'a de comptes à rendre ni devant un faux exécutif, le Conseil des ministres européens, ni devant un faux législatif, le Parlement, instance elle-même à peu près totalement désarmée devant les groupes de pression et dépourvue de la légitimité que seule pourrait lui donner une élection au suffrage universel par l'ensemble de la population européenne. »³²

En somme, Bourdieu a nourri une critique constante et substantielle de l'État, dénonçant de façon empirique l'instrument de perpétuation et de promotion des élites économiques et bureaucratiques de France. L'arrivée à partir des années 1990 d'une menace plus puissante, le néolibéralisme, déployé à l'occasion de la construction de la Communauté européenne, le conduit à réviser ses analyses du champ bureaucratique. Défini par une « *réalité ambiguë* », l'État possède finalement certaines marges d'autonomie à l'égard des dominants, permise à la faveur de « *conquêtes sociales importantes* »³³ qui lui permet « [...] *d'exercer l'action régulatrice capable de contrecarrer la "fatalité" des mécanismes économiques et sociaux qui sont immanents à l'ordre social* »³⁴.

Le rejet de la professionnalisation politique

Tardive, cette inflexion à l'égard de l'État n'en est pas moins significative, comme le prouve son discours en 1995 à la gare de Lyon, puis ses positions ultérieures en défense de l'État social. Toutefois, faire de cette défense des services publics l'axe central de sa vision politique, fait courir le risque d'une interprétation métonymique, faisant d'un aspect spécifique une définition générale. Cette défense de l'État ne remet en rien en cause les critiques que Bourdieu porte sur sa nature politique profondément inégalitaire, et, au-delà son analyse des dynamiques du pouvoir³⁵. Or, celle-ci est probablement celle qui caractérise le plus l'ontologie libertaire de sa vision politique.

Le sociologue développe une théorie générale de la politique qui ne considère pas en effet les principaux mécanismes démocratiques comme des modalités légitimes de distribution du pouvoir. Reposant le plus souvent sur des principes de représentation politique, ces dispositifs se transforment, selon lui, inévitablement en instruments d'accaparement personnel et bureaucratique. Dans les régimes parlementaires,

31 Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2. Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 11.

32 *Ibid.*, p. 11-12.

33 *Ibid.*, p. 39.

34 Pierre Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.*, p. 243.

35 Il le précise sans équivoque à la fin des années 1990 : « *Situation d'autant plus paradoxale que l'on est amené à défendre des choses que l'on souhaite au demeurant transformer, comme le service public et l'État national, que nul ne songe à conserver en l'état, ou les syndicats ou même l'École publique, qu'il faut continuer à soumettre à la critique la plus impitoyable. C'est ainsi qu'il m'arrive aujourd'hui d'être suspecté de reniement ou accusé de contradiction lorsque je défends une École publique dont je n'ai pas cessé de rappeler qu'elle remplissait une fonction conservatrice.* », in Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2*, *op. cit.* p. 38.

l'État est le produit, nous dit Bourdieu, d'une lutte « *pour conquérir l'adhésion des citoyens (leur vote, leurs cotisations, etc.)* »³⁶. Participer à « *cette forme sublimée de guerre civile* »³⁷ nécessite d'importants moyens logistiques et humains, capables à la fois de convaincre le plus grand nombre et d'obtenir des postes. Dans ce « *champ politique* », les partis et les hommes et femmes politiques apparaissent comme les agents les plus disposés – mais pas les seuls – à posséder les compétences spécifiques « *capables de manipuler à la fois des idées et des groupes, de produire des idées capables de produire des groupes en manipulant ces idées de manière à leur assurer l'adhésion d'un groupe.* »³⁸ Ces capacités sont rendues possibles par l'existence même du champ qui exige l'incorporation du jeu politique, de son *illusio*. Le champ possède en effet ses « *épreuves et ses rites de passage, qui tendent à inculquer la maîtrise pratique de la logique immanente du champ politique et à imposer une soumission de fait aux valeurs, aux hiérarchies et aux censures inhérentes à ce champ* »³⁹. Or, l'autonomisation croissante du champ politique a contribué à l'apparition de « *grandes bureaucraties politiques de professionnels à plein temps et [...] d'institutions (comme, en France, l'Institut des Sciences politiques et l'École nationale d'administration)* » qui ont conduit à produire des groupes sociaux spécifiques, « *hommes politiques, analystes politiques, journalistes, hauts fonctionnaires, etc.* »⁴⁰. Si l'autonomie d'un champ constitue une propriété précieuse dans d'autres domaines comme l'art ou la science, elle apparaît ici particulièrement problématique dans la mesure où elle suppose une « *concentration de moyens de production proprement politiques aux mains de professionnels* », dont l'effet direct est de conduire à « *la dépossession du plus grand nombre* »⁴¹ des moyens d'action politique. « *Le champ (de production) politique est le lieu, inaccessible aux profanes, où se fabriquent, dans la concurrence entre professionnels qui s'y trouvent engagés, des formes de perception et d'expression politiquement agissantes et légitimes, qui sont offertes aux citoyens ordinaires, réduits au statut de "consommateurs"* », assène ainsi Bourdieu⁴². Cette exclusion croît à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale, « *les plus démunis économiquement et culturellement [n'ayant] d'autre choix que la démission ou la remise de soi au parti* »⁴³ et à « *se déposéd[er] au profit d'un porte-parole* »⁴⁴.

Dans un article paru en 1984, Bourdieu s'emploie alors, citation de Bakounine en exergue, à déconstruire les principes délégataires comme mode de désignation politique⁴⁵. Si selon lui, « *il faut toujours risquer l'aliénation politique pour échapper à l'aliénation politique* »⁴⁶, le « *champ politique* » – qui inclut aussi le monde syndical – tend inéluctablement vers une représentation qui, aussitôt formalisée, exclut les

36 Pierre Bourdieu, « la croyance et la représentation : le champ politique », in Pierre Bourdieu, *Microcosmes*, Paris, Raisons d'agir, 2022, p. 157.

37 *Ibid.*

38 *Ibid.*, p. 158.

39 *Ibid.*, p. 151.

40 *Ibid.* p. 151-152

41 *Ibid.*, p. 150.

42 *Ibid.*, p. 147-148.

43 *Ibid.* p. 148.

44 Pierre Bourdieu. « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. vol. 52-53, 1984. p. 49.

45 *Ibid.*

46 *Ibid.*, p. 49.

mandants qu'elle est censée représenter : « *Les gens sont là, ils parlent. Puis vient le permanent ; et les gens viennent moins. Et puis il y a un bureau, qui commence à développer une compétence spécifique, un langage à lui.* »⁴⁷ Reprenant l'analyse de Marc Ferro sur la bolchevisation de la Révolution russe, il précise en effet qu'« *avec l'institutionnalisation incarnée par le permanent et le bureau, tout se renverse : le bureau tendant à monopoliser le pouvoir, le nombre de participants diminue : c'est le bureau qui convoque des assemblées et les participants servent d'une part à manifester la représentativité des représentants et d'autre part à ratifier leurs décisions.* »⁴⁸. Loin de susciter des oppositions, ce phénomène d'« *usurpation* » s'appuie sur des formes de « *fétichisme* » des « *mandants* », d'« *une idolâtrie* » de leur part en leur direction de leurs représentants, qui résulte d'un long processus de méconnaissance de la délégation, transmuée en charisme personnel et organisationnel. La légitimité d'un apparatchik repose en effet sur son dévouement sans faille au groupe, il doit « *s'annuler dans le groupe, faire don de sa personne au groupe, clamer et proclamer : "Je n'existe que par le groupe"* »⁴⁹. Cette forme d'oubli de soi, de désintéressement lui permet de s'« *auto-consacrer* » lui permettant d'incarner à la fois l'Appareil – il est « *la CGT* », « *le PC* », etc. – et ses mandants – « *La classe ouvrière* », « *les Travailleurs* », etc.

Dès lors, le porte-parole est placé en situation de prendre des décisions qui débordent nécessairement ce pourquoi il a été mandaté, l'autorisant *in fine* à parler indépendamment du groupe. À mesure que l'appareil se complexifie, « *se bureaucratise* », l'autonomisation des porte-parole ne fait que se renforcer, « *qui, de ce fait, cessent d'être les mandataires de leurs mandants, pour devenir responsables devant l'appareil* »⁵⁰. En ce sens, la sociologie que Bourdieu propose des hommes d'appareil montre que le phénomène bureaucratique sélectionne des individus biographiquement enclins à se livrer tout entier à l'organisation. Or, « *celui qui n'a rien, est un inconditionnel : il a d'autant moins à opposer que l'appareil lui donne beaucoup, à la mesure de son inconditionnalité, et de son néant.* »⁵¹ À l'inverse, le « *capital politique* » que l'appareil fournit – postes, moyens, personnel – vient alors « *redoubler les effets qu'exerce l'occupation de ces postes à travers notamment les privilèges qu'elle assure* ». Citant Gramsci, Bourdieu avance alors que « *les ouvriers devenus dirigeants syndicaux [perdent] complètement la vocation laborieuse et l'esprit de classe et [acquièrent] tous les caractères du fonctionnaire petit-bourgeois, intellectuellement paresseux, moralement perversi ou facile à perversi.* »⁵² Le phénomène bureaucratique semble alors pris dans un cercle vicieux conduisant à une dissociation exponentielle des intérêts entre mandataires et mandants : d'un côté, à mesure que « *le cycle de vie de l'entreprise politique* » progresse, intérêts de l'Appareil et des mandataires s'amalgament et se solidarisent, dépassant les impératifs « *qu'imposerait la réalisation des fins proclamées de l'appareil* » ; de l'autre, la professionnalisation conduit ces apparatchiks à élaborer une « *technologie sociale spécifique* », faisant d'eux des « *professionnels de la manipulation de la seule situation qui pourrait leur poser des problèmes, c'est-à-dire la confrontation avec leurs mandants. Ils savent manipuler les assemblées générales, transformer les votes en acclamations, etc.* »⁵³

47 *Ibid.*, p. 54-55.

48 *Ibid.*, p. 54.

49 *Ibid.*, p. 51.

50 *Ibid.*, p. 54.

51 *Ibid.*

52 Pierre Bourdieu, *Microcosmes, op. cit.*, p. 176.

53 Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *Art. cit.* p. 55.

En somme, fidèle au pessimisme qu'on lui a souvent associé, Bourdieu semble faire siennes les analyses de Robert Michels sur la loi d'airain de l'oligarchie⁵⁴. L'organisation, quelles que soient ses intentions, semble irrémédiablement frappée d'une inclination à la monopolisation du pouvoir : « *Toutes les nécessités qui pèsent sur le monde social concourent à faire que la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation, [...] l'entreprise politique ne [pouvant] fonctionner comme un seul homme qu'en sacrifiant les intérêts d'une partie, sinon de la totalité de ses mandants.* »⁵⁵

L'autonomie comme moteur d'action politique

Bourdieu entretient très tôt un rapport critique aux formes d'autorité consacrées. Si certains l'expliquent par des raisons biographiques, en particulier le souvenir enfantin de républicains espagnols fuyant le franquisme⁵⁶, son positionnement semble surtout se forger lors de la guerre d'Algérie puis à son retour à Paris au contact des intellectuels communistes de l'ENS. Rejetant le simplisme populiste des positions sur l'indépendance de l'Algérie de la part de Sartre et Fanon⁵⁷, il voit ses critiques progressivement se transformer en hostilité au contact des althussériens, incarnation des positions scolastiques et d'un gauchisme mondain. Si cette aversion se traduit en joutes satiriques⁵⁸, cette antipathie intellectuelle se manifeste surtout par une opposition au « centralisme démocratique » prôné par les intellectuels et les organisations communistes. Peu actif durant les mobilisations de mai 1968, le sociologue n'en est pas moins sensible à l'« humeur anti-institutionnelle » que cette époque charrie. Soutenant la candidature de Coluche aux élections présidentielles de 1981⁵⁹, celle-ci apparaît à l'opposé des professionnels de la politique qui d'ailleurs « *tentent de refuser au "casseur du jeu" le droit d'entrée que les profanes lui accordent massivement [...]. Sans doute parce que – ajoute-t-il –, en entrant dans le jeu sans le prendre au sérieux, ce joueur extra-ordinaire menace le fondement même du jeu, c'est-à-dire la croyance et la crédibilité des joueurs ordinaires.* »⁶⁰ Quelques mois plus tard, dans le cadre de protestations contre l'arrestation des leaders du syndicat *Solidarnosc* en Pologne, il se rapproche temporairement de la CFDT qui, malgré son « recentrage » entamé en 1979, continue d'accueillir en son sein d'importants bataillons de militants autogestionnaires. Ces initiatives donnent d'ailleurs à Bourdieu l'occasion d'appeler dans un entretien à *Libération* à « *retrouver la tradition libertaire de la gauche* »⁶¹ et de voir comme seul

54 Robert Michels, *Les partis politiques : Essais sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 2009 [1914].

55 Pierre Bourdieu, *Microcosmes, op. cit.*, p. 182-183.

56 Franck Poupeau, « Lire *Sur l'État* de Bourdieu : aperçus libertaires », Art. cit.

57 Amín Pérez, *Combattre en sociologues, op. cit.*

58 Pierre Bourdieu. « La lecture de Marx », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 5-6, 1975, p. 65-79.

59 Sur la candidature de Coluche, voir Marie Duret-Pujol, *Coluche président. Histoire de la candidature d'un con*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2018.

60 Pierre Bourdieu, *Microcosmes, op. cit.*, p. 155-156.

61 Pierre Bourdieu, *Interventions, op. cit.*, p. 165.

« contre-pouvoir efficace » à la monopolisation politique, « la critique intellectuelle et l'action des syndicats »⁶². S'il exclut toute alliance pérenne avec la CFDT⁶³, il concède que ce syndicat est parvenu selon lui à rassembler « tout le courant anti-institutionnel »⁶⁴ issu de mai 1968, faisant de l'écologie, du féminisme, « et ce n'est pas le moins important, la critique des appareils, du centralisme, la critique des rapports hiérarchiques et des relations d'autorité dans l'entreprise, l'école, la famille, etc. »⁶⁵

Loin de lubies passagères, ces prises de position témoignent de profondes inclinations autogestionnaires qui ne cesseront dès lors de s'affermir. Si, au cours des années 1980, ses interventions dans le champ politique se raréfient et s'expriment sous des traits plus institutionnels⁶⁶, c'est pourtant lors de cette décennie que sa pensée libertaire se cristallise. Aux côtés des analyses de l'État et du champ politique qu'il formule à ce moment-là, Bourdieu porte en effet une attention singulière en direction des « microcosmes » les moins inféodés au champ du pouvoir (réunissant champ politique et champ économique). En l'espèce, artistes et intellectuels, réunis au sein d'un « champ littéraire », apparaissent comme les figures emblématiques de l'émancipation, dont la liberté créative a montré dans l'histoire son pouvoir de subversion⁶⁷. S'il partage des propriétés identiques à tout type de champ – coûts d'entrée, *illusio*, capital spécifique et lutte pour la définition du champ –, le champ littéraire se différencie en effet par la nature de son autonomie. Animés par des valeurs de désintéressement – " l'art pour l'art » – et de reconnaissance par les pairs, les agents du champ littéraire se positionnent en fonction de la distance qui les sépare du champ du pouvoir (qui réunit champ politique et champ économique). Pour Bourdieu, « l'hétéronomie advient en effet par la demande que peut prendre la forme de la commande personnalisée formulée par un "patron", mécène ou client, ou de l'attente et de la sanction anonymes d'un marché. [...] : reconnu et accepté, voire expressément recherché par les uns, [le succès commercial ou mondain] est refusé par les défenseurs d'un principe de hiérarchisation autonome en tant qu'attestation d'un intérêt mercenaire pour les profits économiques et politiques. »⁶⁸ Le véritable intellectuel pour Bourdieu est alors « un personnage bi-dimensionnel » qui, d'un côté, n'existe qu'en raison de l'existence d'un monde intellectuel indépendant de tout pouvoir (religieux, politique, économique, etc.), et, de l'autre, dont l'autorité spécifique qu'il en tire soit « engagée dans les luttes politiques ». Autrement dit, autonomie du champ littéraire et contestation de l'ordre social sont étroitement dépendantes : « c'est en accroissant leur autonomie – et, par-là, entre autres choses, leur liberté de critique à l'égard des pouvoirs – que les intellectuels peuvent accroître l'efficacité d'une action politique [...] »⁶⁹

62 *Ibid.*, p. 166.

63 Ce rapprochement sera de courte durée, les tensions avec les intellectuels organiques du syndicat conduisant Bourdieu (et Foucault) à ne pas renouveler d'initiatives. Pierre Bourdieu, « Conjonctions, conjonctures, conjectures », *Agone*, n° 44, 2010, <http://revueagone.revues.org/977>.

64 Pierre Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.*, p. 167.

65 *Ibid.*

66 En 1984, Bourdieu accepte en effet de participer à la rédaction d'un rapport sur l'enseignement, commandité par François Mitterrand aux professeurs du Collège de France. Cinq ans plus tard, il est nommé à la tête d'une commission sur les contenus de l'enseignement. Pour plus de détails sur ces contributions, voir Pierre Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.*

67 Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art. Genèse et structures du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

68 Pierre Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 89, 1991, p. 10 et 11.

69 Pierre Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.* p. 257.

Contrairement à certaines idées reçues, Bourdieu apparaît donc particulièrement disposé à embrasser une carrière militante au moment où apparaît la grève de 1995. Face une mobilisation inédite depuis mai 1968, dans un contexte de profond délitement de la société française et d'avènement du néolibéralisme – dont il rend compte deux ans plus tôt à l'occasion de la *Misère du monde* –, Bourdieu voit apparaître la conception libertaire du combat politique qu'il peaufine depuis des décennies. Si l'État n'est plus réductible à ses seules fonctions de domination, l'autonomie à son égard ainsi qu'aux partis politiques demeure un principe incontournable. Bourdieu privilégie plutôt en effet la construction d'un rapport de force visant à produire « durablement des règles, écrites ou non écrites, et, mieux encore, des mécanismes objectifs capables d'imposer pratiquement aux hommes politiques les disciplines de la vertu civile. »⁷⁰ Fidèle à la citation de Bakounine en tête de son article sur « La délégation et le fétichisme politique », cette vertu consisterait à offrir la possibilité à tous les citoyens de connaître et de contrôler les usages du pouvoir des responsables politiques⁷¹. Regroupant militants associatifs et syndicaux, les mouvements sociaux qu'il découvre au moment de la grève 1995 réunissent à ses yeux l'ensemble des propriétés capables de créer les conditions de cette « démocratie directe ». Issus « du refus des formes traditionnelles de mobilisation politique », ces activistes font en sorte en effet d'éviter « toute espèce de monopolisation par des minorités », en cherchant « à favoriser la participation directe de tous les intéressés ». Inventant « des formes d'action originales » qu'ils leur permettent de mettre en lumière un ensemble de causes variées, ils apparaissent comme les principaux opposants « aux politiques néo-libérales », grâce à un ancrage internationaliste et une exaltation de la solidarité « principe tacite de la plupart de leurs luttes »⁷².

Conformément à sa conception du champ littéraire, de telles initiatives ne peuvent alors faire l'économie du soutien des « microcosmes » dont l'autonomie à la fois la plus grande et la plus subversive : les intellectuels. Au sommet de sa carrière scientifique, bénéficiant de surcroît d'une notoriété auprès du grand public depuis le succès de *La Misère du monde*, le sociologue entend mettre son « autorité spécifique » et son « capital symbolique » au service de ces mobilisations⁷³. Dans la foulée des grèves victorieuses de décembre, il crée « Raisons d'agir », un groupe de travail réunissant chercheurs et militants associatifs et syndicaux. Ce groupe lance au cours de l'année 1996 « l'appel pour des états généraux du mouvement social », événement qui se veut « pluraliste et décentralisé »⁷⁴. Quelques mois plus tard, « Raisons d'agir » se transforme en association, donnant vie à un projet ancien d'« intellectuel collectif »⁷⁵. « Capable d'intervenir dans le champ politique »⁷⁶ aux côtés des « victimes du néolibéralisme », l'association vise à contrecarrer la « doxa » de cette « révolution conservatrice »⁷⁷. Si « le chercheur

70 *Ibid.*, p. 238.

71 *Ibid.*, p. 238.

72 Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2*, *op. cit.*, p. 59.

73 Lamy et Saint-Martin montrent que cette justification de leur engagement politique se fait au risque de certaines ambivalences, notamment à l'égard de la figure de « l'intellectuel total » de Sartre qu'ils ont pourtant largement critiquée. Voir Jérôme Lamy et Arnaud Saint-Martin, « In or out ? La ritournelle sartrienne de "l'engagement" chez Foucault, Bourdieu et quelques autres », in Jean-François Bert et Jérôme Lamy (dir.), *Michel Foucault, un héritage critique*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 307-329.

74 Pierre Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.*, p. 341-342.

75 *Ibid.*, p. 169.

76 Frédéric Lebaron et Gérard Mauger, « Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome », *Journal des anthropologues*, n° 77-78, 1999, p. 295-301.

77 *Ibid.*

n'est ni un prophète ni un maître à penser »⁷⁸, son rôle consiste à fournir au mouvement social non seulement tout un arsenal de critiques « défensives », mais aussi « à créer les conditions sociales d'une production collective d'utopies réalistes. »⁷⁹.

Dans un contexte de « construction européenne, » Bourdieu ne prévoit pas alors un autre espace de lutte que le cadre continental. Visant à reprendre le contrôle des instances européennes et de la banque européenne, ce « vaste mouvement social unitaire européen » doit conduire à la création d'un ensemble d'institutions (parlements, fédérations internationales, associations européennes) dont la spécificité résiderait dans des « organisations souples, aussi peu centralistes que possible »⁸⁰ ainsi que dans la pluralité de ses acteurs et de ses champs d'interventions « des camionneurs, des éditeurs, des instituteurs, etc., mais aussi des défenseurs des arbres, des poissons, des champignons, de l'air pur, des enfants, etc. »⁸¹ Cette société civile organisée aurait alors la lourde tâche d'élaborer collectivement des « objectifs précis » et de « travailler à l'élaboration de programmes de recherche à plus long terme »⁸². Revenant sur les nombreux obstacles, nationaux notamment, Bourdieu concédera la nécessité de certaines pratiques déléguées. Il accorde d'ailleurs un rôle central au syndicalisme dans ce dispositif qui, au prix de nombreuses ruptures nationales et bureaucratiques, pourrait devenir « le moteur d'une Europe sociale »⁸³. Mais jusqu'à sa disparition, il ne dérogera jamais au principe d'autonomie intellectuelle et politique, faisant probablement de lui l'un des principaux penseurs libertaires du 20^e siècle.

Tout au long de ses dernières années, Bourdieu consacre une énergie considérable face à ce qui apparaît finalement moins comme une réalité sociale que comme un programme politique. La quantité d'associations, de collègues, de syndicalistes contactés au niveau national et international est telle qu'elle oblige le sociologue à une organisation très méthodique du travail militant et au recours à une équipe quasi-permanente⁸⁴. Par ailleurs, Bourdieu multiplie les déplacements aux quatre coins de l'Europe afin de mettre son capital symbolique au service des mobilisations collectives⁸⁵. En France, il tente de mettre en lumière toute une série de travaux critiques – Serge Halimi, Loïc Wacquant, Keith Dixon, entre autres – et d'activistes tels qu'Annie Pourre et Pierre Contesenne, fondateurs de *Droits devant !*⁸⁶. Mais c'est auprès d'Annick Coupé, syndicaliste et co-fondatrice du syndicat SUD, que Bourdieu sera le plus actif et le plus proche, avec qui il déclare avoir « fait un beau duo »⁸⁷. La proximité avec Franck

78 Pierre Bourdieu, *Interventions*, op. cit., p. 465.

79 Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2*, op. cit., p. 37.

80 Pierre Bourdieu, *Interventions*, op. cit., p. 459-460.

81 *Ibid.*, p. 353-354.

82 Pierre Bourdieu, *Contre-feux 2*, op. cit., p. 60-63.

83 *Ibid.*, p. 16-18.

84 D'après les archives personnelles de Frédéric Lebaron, en cours de traitement.

85 Comme en témoigne l'annuaire de l'EHESS des années 2000/2001 : Pierre Bourdieu, « Sociologie de l'éducation et de la culture », *Annuaire de l'EHESS*, 2002, <http://annuaire-ehess.revues.org/15323>.

86 *Les Inrockuptibles*, n° 178, du 16 décembre 98 au 5 janvier 99.

87 « À contre-pente, entretien avec Pierre Bourdieu », *Vacarme*, n° 14, 2000, p. 4-14.

Poupeau, alors jeune doctorant de sociologie issu de la philosophie, le conduira à se rapprocher d'organisations toujours plus anarchistes, « *attachées à l'esprit et la lettre de la charte d'Amiens* », comme *Alternative libertaire*, sur fond de dissensions stratégiques concernant les élections⁸⁸.

Derrière la catégorie vague et finalement peu politique d'« intellectuel engagé », Bourdieu a donc défendu des visions très politisées du monde social, clairement situables sur l'échiquier politique. Si elles se manifestent de façon plus évidente à la fin de sa vie, empruntant des canaux plus explicitement politiques, ses inclinations libertaires sont anciennes et durablement ancrées dans sa pensée théorique et sa ligne éditoriale⁸⁹. Si bien que si certains aspects de sa sociologie possèdent assurément certaines dimensions misérabilistes, notamment dans le domaine culturel, sa vision de l'action politique l'en éloigne. À cet égard, son rejet précoce des dérives de l'accaparement des élites de l'État, de la professionnalisation politique ou l'isolement des institutions européennes, fait de lui un précurseur dans l'analyse de ces dérives institutionnelles qui depuis n'ont eu de cesse de s'affirmer. Mais les effets sociaux consécutifs à ces formes de dépossession politique se rapprochent aussi étonnamment de ce qu'il aura défendu à la fin de sa vie. Avec ses pratiques horizontales, son refus des pratiques délégataires et son exigence de transparence du monde politique, le mouvement des gilets jaunes cumule de nombreuses propriétés du mouvement social auquel le sociologue aspirait. L'éloignement des intellectuels et le repli national l'auraient cependant fortement contrarié.

88 Témoignages écrits de Frédéric Lebaron par courriel, transmis le 18 février 2022.

89 Les premiers numéros des *Actes* adoptent un ton presque irrévérencieux et un graphisme très personnels, inspirés du monde de la bande dessinée. Cela tranche avec la sobriété habituelle des revues académiques.